



Economic and Social Council

Distr. générale
16 décembre 2015

Français
Original: English

Commission économique pour l'Afrique
Comité du genre et du développement social
Première session
Addis-Abeba, 17–18 décembre 2015
Point 11 de l'ordre du jour provisoire*

Sous-programme 6 de la Commission économique pour l'Afrique : l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

Centre africain pour le genre

Division des politiques de développement social

I. Introduction

1. L'Afrique a réalisé certains progrès dans l'exécution de ses engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. L'examen après 20 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui a eu lieu en 2015, a montré que des résultats favorables ont été obtenus sur le plan du développement social dans les 51 pays objets de l'examen. En termes économiques, cependant, malgré des taux moyens de croissance de 5 à 7 %, les inégalités de revenus et de richesse entre hommes et femmes se creusent et certains paramètres font apparaître de profondes disparités. L'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) a été mis au point en 2004 pour mesurer les inégalités entre hommes et femmes et pour aider les États membres africains à s'attaquer aux disparités entre les sexes afin d'honorer les engagements pris à l'échelle mondiale et régionale.

2. L'Indicateur vise à remédier aux insuffisances des politiques, de la planification et des mécanismes de suivi et à évaluer les progrès réalisés en regard des engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en Afrique, tels que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, le Programme d'action de Beijing, les résultats de l'examen de la Conférence internationale sur la population et le développement, le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable, et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union

africaine. L'IDISA est le plus ancien indicateur africanisé d'évaluation des inégalités entre les hommes et les femmes ; il a été élaboré par le Centre africain pour le genre et adopté par les ministres chargés de l'égalité des sexes et des affaires féminines.

3. L'Indicateur a été testé dans un premier temps dans 12 pays pilotes africains¹ et les résultats ont été publiés par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans la première édition du *Rapport sur les femmes africaines*, publiée en 2009. À la suite de cette étude pilote, l'Indicateur a été perfectionné et les études ont été étendues pour inclure 14 pays supplémentaires². La troisième phase de mise en œuvre de l'IDISA est en cours dans 13 pays, à savoir l'Afrique du Sud (pour assistance technique seulement), le Gabon, la Guinée, le Libéria, le Maroc, la Namibie, le Niger, le Nigéria, le Rwanda, les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland et le Zimbabwe. Cela porte à 39 le nombre de total de pays à avoir participé à des études sur l'Indicateur. Le présent rapport est fondé sur le rapport de synthèse régional concernant le deuxième groupe de pays à s'être engagés dans le processus de l'IDISA.

II. Objectifs de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

4. Le principal objectif de l'Indicateur est de consolider l'orientation des politiques et de la planification des États membres, tout en les encourageant à compiler et analyser des statistiques ventilées par sexe afin d'évaluer leur propre situation en matière d'égalité des sexes. Dans cette perspective, les objectifs spécifiques de l'Indicateur, en tant qu'outil de production de rapports, sont les suivants :

- Fournir aux États africains des données et informations sur la situation en ce qui concerne l'égalité des sexes et les effets de leurs politiques d'égalité sur la réduction de la marginalisation des femmes ;
- Doter les décideurs et leurs partenaires d'un outil pour intégrer la problématique hommes-femmes dans les processus de planification et d'exécution et pour mesurer l'égalité entre les sexes et l'avancement des femmes dans différentes sphères, à savoir économique, politique, sociale et sur le plan de leurs droits ;
- Renforcer la capacité des États membres africains de suivre de manière efficace les progrès réalisés dans la mise en œuvre des conventions qu'ils ont ratifiées, ainsi que d'autres engagements qu'ils ont pris pour l'égalité des sexes ;
- Promouvoir des changements dans les attitudes, structures et mécanismes aux niveaux politique, juridique et opérationnel pour réaliser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ;
- Combler les manques de données et d'informations pour rapprocher les réalisations affichées par les États membres et les effets réels de leurs initiatives visant à intégrer la problématique hommes-femmes à tous les niveaux ;
- Démocratiser les outils statistiques et de suivi qualitatif efficaces et faciles d'utilisation.

¹ Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Tunisie.

² Botswana, Burundi, Cabo Verde, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gambie, Kenya, Malawi, Mali, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo et Zambie.

III. Utilité de la mesure des progrès en matière d'égalité des sexes

5. L'Indicateur propose des indicateurs de qualité pour déterminer les principales inégalités entre hommes et femmes et évaluer si l'on progresse vers l'égalité des sexes et la mise en œuvre des mesures politiques nécessaires pour l'atteindre en Afrique. L'Indicateur a initialement été conçu comme un outil de suivi et d'évaluation pour aider les États membres africains à évaluer l'exécution de leurs engagements en matière d'égalité des sexes pris aux niveaux mondial et continental.

6. Son utilisation par les États membres africains ces dix dernières années a donné lieu à des manières innovantes de l'appliquer aux fins de la planification pour guider différents processus de développement. L'Indicateur constitue un outil de planification important, puisque les données et informations collectées servent de niveau de référence dans les processus de planification qui intègrent des indicateurs d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans tous les secteurs de l'État, stimulant et justifiant ainsi la mesure des progrès en matière d'égalité des sexes. L'Indicateur appuie cette dynamique en permettant d'analyser les lacunes et la mise en œuvre réelle des cadres mondiaux et régionaux relatifs à l'égalité des sexes et la promotion des femmes dans les pays africains.

7. Le Malawi a utilisé l'Indicateur pour guider l'élaboration de sa Stratégie nationale de réduction de la pauvreté, le genre constituant une sous-thématique des première et deuxième phases de la Stratégie du Malawi pour la croissance et le développement, qui est la stratégie d'ensemble à moyen terme pour la réduction de la pauvreté et la création de richesses au Malawi. Le Togo a l'intention de se servir du rapport sur l'IDISA pour définir sa stratégie pour une croissance inclusive³. Dès lors, la raison d'être du processus relatif à l'IDISA est d'aider les États à simplifier leurs cadres et stratégies nationaux de développement et les rendre conformes à leurs engagements régionaux concernant les questions relatives à l'égalité des sexes.

IV. Composition de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

8. L'IDISA est un indice composite qui associe des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, et comprend deux éléments : l'Indice de la condition féminine et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TBPFA). L'Indice de la condition féminine mesure les inégalités entre les sexes en évaluant si les hommes et les femmes disposent des mêmes chances de gagner des revenus, d'accéder aux ressources, de s'instruire et de vivre des vies saines. Le TBPFA rend compte d'aspects qualitatifs en lien avec les résultats des politiques de genre des États africains et les progrès de la mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

9. L'Indice de la condition féminine comporte les trois volets suivants : le pouvoir social, qui mesure les capacités humaines ; le pouvoir économique, qui mesure les possibilités économiques ; et le pouvoir politique, qui évalue la possibilité qu'ont les femmes de se faire entendre et leur participation politique. Les composantes de ces trois volets sont les suivantes : pour le pouvoir social : éducation et santé ; pour le pouvoir économique : revenu, budget-temps et emploi, et accès aux ressources ; pour le pouvoir politique : secteur public et société civile. En ce qui concerne le volet du pouvoir social, la composante « éducation » est elle-même décomposée en scolarisation, achèvement des études et

³ Voir CEA, Concept Note : African Gender and Development Index 3, 2014.

alphabétisation, tandis que la composante « santé » est décomposée en santé infantile et VIH/sida. Les composantes du volet économique se décomposent comme suit : salaires et revenu (composante « revenu ») ; budget-temps et emploi (composante « budget-temps et emploi ») ; et moyens de production et gestion (composante « accès aux ressources »). Le volet du pouvoir politique se divise entre secteur public et société civile, l'égalité de pouvoir d'action étant mesurée à l'aide d'indicateurs de représentation des femmes et des hommes à des postes de décision dans les deux composantes.

10. Le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique permet de suivre le progrès des États concernant l'incorporation dans leurs lois, programmes et politiques des dispositions de conventions et textes tels que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990), le document cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (2001), le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique (2003), et la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004). Les instruments internationaux clefs considérés dans le Tableau de bord sont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs adoptés en 2000, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Déclaration du Millénaire, qui a défini les huit objectifs du Millénaire pour le développement, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing (1995), le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (1999), et le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000).

11. Les scores pour le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique et les composantes et sous-composantes des trois volets de l'Indice de la condition féminine sont mesurés en utilisant des indicateurs pertinents. L'Indice de la condition féminine comprend 44 indicateurs, divisés en 7 composantes et 11 sous-composantes. Les indicateurs d'une même composante ou sous-composante ont tous le même coefficient de pondération ; de même, les trois volets sont uniformément pondérés. La troisième phase de mise en œuvre de l'IDISA offre l'occasion aux États membres africains de l'appliquer de manière complète, en tirant les enseignements de la phase pilote et de la deuxième phase de mise en œuvre de l'Indicateur.

V. Exemples de pays : l'IDISA au Kenya et au Malawi

12. La majorité des États membres africains (plus des deux tiers) ont entériné dans leur législation des engagements pris aux niveaux régional et mondial sur l'égalité des sexes ; cependant, en ce qui concerne la mise en œuvre effective, des obstacles culturels et sociaux considérables demeurent, qui limitent le changement. La présente partie s'appuie sur les études de cas du Kenya et du Malawi pour mettre en lumière quelques-unes des difficultés rencontrées dans l'application de l'Indicateur et les avantages qu'il présente du point de vue de la planification.

13. Le processus relatif à l'IDISA commence par l'établissement d'un conseil consultatif national, composé de représentants de ministères chargés de l'égalité des sexes, des finances, de la santé et de l'éducation et du Bureau de statistique, d'un représentant d'une organisation non gouvernementale et de deux experts indépendants du genre et du développement. Le Conseil facilite la recherche et la collecte de données ; valide les résultats ainsi obtenus et assure la production d'un rapport national sur l'IDISA de bonne qualité. La deuxième étape comprend une série de démarches : il s'agit d'engager différents consultants, des experts du

genre et des statistiques et les membres des conseils consultatifs nationaux. Un atelier de méthodologie est animé, où tous ces experts nationaux sont formés grâce au manuel sur l'IDISA pour qu'ils comprennent de manière pratique les indicateurs de l'IDISA et les sources de collecte de données. Différentes méthodes de recherche sont employées pour la collecte de données, mais celle-ci repose essentiellement sur les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes sur la population active, les études de la mesure des niveaux de vie et les enquêtes auprès des ménages, et d'autres recensements récents disponibles.

14. Pour le Kenya et le Malawi, des réunions consultatives et participatives ont été tenues pour évaluer les progrès de l'exécution des engagements en matière d'égalité des sexes, en utilisant le TBPFA et certains indicateurs de l'Indice de la condition féminine. La démarche exposée plus haut a été suivie dans les deux pays. Les réunions ont permis l'émergence d'un consensus entre les acteurs clefs et l'élaboration de justifications des scores présentés dans le TBPFA (tableau 2). En ce qui concerne l'Indice de la condition féminine, le tableau 1 est extrait du rapport du Malawi sur l'IDISA ; chaque indicateur est calculé de manière similaire, en divisant, pour chaque variable, les résultats obtenus par les femmes par ceux obtenus par les hommes. Pour des indicateurs qui renvoient à des nombres ou des proportions, on utilise la proportion de femmes dans la valeur totale. Un exemple de calcul pour l'indice de la condition féminine est présenté dans le tableau 1.

A. Indice de la condition féminine pour le Malawi

15. Le score du Malawi pour l'Indice de la condition féminine est de 0,621, soit légèrement supérieur au score équivalant à la parité (0,5 sur une échelle de 0 à 1) d'après la méthode de calcul retenue pour cet indice. Cependant, si l'on décompose l'indice dans ses volets économique, social et politique, il apparaît que les femmes au Malawi souffrent d'une marginalisation importante, en particulier dans les domaines politique et économique, en dépit de certains espaces où les disparités sont moins nombreuses. Par exemple, dans le secteur public et la fonction publique (volet politique), le nombre de femmes au parlement est de 43 contre 150 pour les hommes, d'après des données de 2012, ce qui veut dire que les femmes représentent moins d'un tiers de ceux qui participent à la prise de décisions au niveau national. Concernant l'ensemble du volet économique (accès des femmes aux moyens de production, femmes employeurs, budgets-temps et emploi, et revenu), le score du Malawi est de 0,694 (tableau 1). Cependant, lorsque ce score est décomposé et que l'on s'intéresse par exemple à la part des femmes dans l'emploi salarié non agricole, le score est plus faible, avec 21 % de femmes, contre 79 % d'hommes, ou un ratio de 0,266. Il importe donc de comprendre les facteurs qui entretiennent les inégalités dans certains secteurs de l'économie malawienne, plutôt que de se satisfaire du simple score agrégé. Cet exemple illustre de manière plus générale les difficultés de l'utilisation d'indices pour mesurer les progrès ; néanmoins, un avantage supplémentaire de l'IDISA est que son deuxième élément (le TBPFA) apporte les fondements juridiques et qualitatifs des résultats quantitatifs observés.

Tableau 1

Indice de la condition féminine pour les pays de la deuxième phase de mise en œuvre de l'IDISA – le Malawi

Composante	Sous-composante	Indicateur	Femmes	Hommes	Indice	Sous-composante	Composante	Volet
Éducation	Scolarisation	Scolarisation dans le préscolaire	-	-				
		Taux de scolarisation dans le primaire (net)	84,0	82,0	1,024			
		Taux de scolarisation dans le secondaire (net)	15,0	12,0	1,250			
		Taux de scolarisation dans le tertiaire (brut)	0,3	0,7	0,429	0,901		
	Achèvement des études	Proportion d'élèves qui commencent la première année de primaire et atteignent le dernier niveau du cycle	68,0	73,0	0,932	0,932		
	Alphabétisation	Taux d'alphabétisation des 15-24 ans	60,0	79,0	0,759	0,759	0,864	
Santé	Santé des enfants	Retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans – taille inférieure de plus de deux fois l'écart-type à la médiane	43,3	51,1	1,160			
		Insuffisance pondérale chez les enfants moins de 5 ans – poids inférieur de plus de 2 fois l'écart-type à la médiane	11,7	14,0	1,027			
		Mortalité des moins de 5 ans	117,0	138,0	1,024	1,070		
	VIH/sida	Prévalence du VIH/sida chez les 15-24 ans	12,9	8,1	0,948			
		Accès aux traitements antirétroviraux	274 238	177 308	0,971	0,959	1,015	0,939
Revenu	Salaires	Salaires – agriculture	55 000	55 000	1			
		Salaires – fonction publique	36 802	36 802	1			
		Salaires – secteur déclaré	49 786	49 786	1			
		Salaires – secteur informel	4 500	4 500	1	1		
	Revenu	Revenus d'entreprises informelles	16243	33091,5	0,491			
		Revenus de petites exploitations agricoles familiales	16222,4	20712,2	0,783			
		Proportion de femmes vivant sous le seuil de pauvreté	51,6	48,4	0,938	0,737	0,869	

Budget-temps et emploi	Budgets-temps	Temps consacré à des activités économiques marchandes (en tant qu'employé rémunéré, travailleur indépendant ou employeur)	18,4	28,0	0,657			
		Temps consacré à des activités économiques non marchandes ou en tant que travailleur familial non rémunéré dans des activités économiques marchandes	13,7	13,8	1,007			
		Temps consacré à des activités ménagères, de soin et bénévoles	7,7	1,2	0,156	0,607		
	Emploi	Part des femmes dans l'emploi salarié non agricole	21,0	79,0	0,266			
		Taux de chômage des jeunes	3,00	5,00	1,400	0,833	0,720	
Accès aux ressources	Moyens de production	Propriété de terres / fermes en zone rurale	2 273 485	4 419 540	0,514			
		Propriété de parcelles/maisons en zone urbaine	20,0	80,0	0,250			
		Propriété de bétail	45,0	55,0	0,818			
		Accès au crédit (commercial et microcrédit)	10,7	14,0	0,764	0,587		
	Gestion	Employeurs	0,2	0,6	0,333			
		Travailleurs indépendants	15,6	19,6	0,796			
		Hauts fonctionnaires (catégorie A)	187	628	0,298			
		Membres de professions libérales	585	3 297	0,177	0,401	0,494	0,694
Secteur public		Membres du parlement	43	150	0,287			
		Ministres du gouvernement	9	21	0,429			
		Postes de haut niveau dans la fonction publique et les organismes semi-publics	4	41	0,098			
		Emploi dans les forces de sécurité	0,2	0,8	0,250			
		Juges dans les juridictions supérieures	4	25	0,160			
		Juges dans les juridictions inférieures	40	129	0,310			
		Juges dans les tribunaux traditionnels et religieux	-	-	-			
		Membres de conseils locaux	76	767	0,099			
		Nombre d'hommes/de femmes chefs traditionnels	16	249	0,064		0,212	

Société civile		Postes de haut niveau dans les partis politiques	2	39	0,051			
		Postes de haut niveau dans les syndicats	24	52	0,462			
		Postes de haut niveau dans les associations d'employeurs	14	63	0,222			
		Postes de haut niveau dans les organisations non gouvernementales	106	418	0,254		0,247	0,230
Indice de la condition féminine								0,621

Source: CEA, AGDI II Report, 2012.

B. Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique pour le Kenya

16. Le tableau 2 présente l'analyse du Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique pour le Kenya. Il montre que, même si le pays a avancé dans la mise en œuvre de certains de ses engagements en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des disparités demeurent. Le score du Kenya pour le TBPFA a été estimé à 58 %. Le Tableau de bord montre que le Kenya a des résultats relativement bons dans l'application d'une série de protocoles et d'accords pour l'autonomisation des femmes. Selon ce critère, le pays obtient un score supérieur à 50 %. Concernant le volet social, le pays n'obtient de score inférieur à 50 % que s'agissant des avortements sans risques. Concernant le volet économique, en termes de ratification des conventions de l'Organisation internationale du Travail, le pays se situe légèrement en dessous de 50 %, de même que pour l'accès à des services de vulgarisation agricole et l'accès à la technologie. Les scores dans chacun des volets donnent au Kenya un score agrégé de 536 sur 932. Il existe des domaines dans le volet des droits des femmes dans lesquels le pays n'a pas fait beaucoup de progrès, en particulier concernant le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique. En 2012, le Gouvernement a annoncé qu'il commencerait à appliquer les dispositions de ce Protocole et à établir des rapports sur leur mise en œuvre.

Tableau 2

Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique pour les pays de la deuxième phase de mise en œuvre l'IDISA – le Kenya

			Ratification	Établissement de rapports	Law	Volonté politique	Élaboration d'un plan	Cibles	Mécanismes institutionnels	Budget	Ressources humaines	Recherche	Participation société civile	Information et diffusion	Suivi et évaluation	Renforcement capacités	Responsabilisation / transparence	Total	Pourcentage
Droits des femmes	Instruments juridiques internationaux et régionaux sur les droits des femmes	CEDAW	2	2	2	2	2	2	2	1	1	2	2	1	1	2	2	26	87
		CEDAW, 1979 (article 2)	X	X	1	1	1	1	2	1	1	2	2	1	1	2	2	18	69
		CEDAW, 1979 (article 16)	X	X	1	1	1	1	2	1	1	2	2	1	1	2	2	18	69
		Protocole facultatif à la CEDAW, 1999	0	X	X	X	X	X	X	X	X	0	0	0	0	0	0	0	0
		Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, 2003	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	2	1	0	2	2	12	40
		Programme d'action de Beijing, 1995	X	2	2	2	2	2	2	1	1	2	2	2	2	2	1	25	89
		Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, 2004	X	1	1	1	0	0	2	1	1	1	2	1	0	1	2	14	50
		Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	2	1	2	25	83
Pouvoir social – capacités	Violence à l'égard des femmes et des enfants	Pratiques néfastes : mutilation génitale féminine ; mariage précoce/forcé ; rites de veuvage	X	X	2	2	2	2	2	1	1	2	2	2	2	2	2	24	92
		Examen et modification du droit coutumier	X	X	1	1	0	0	2	1	1	2	2	2	0	1	2	15	58
		Violence domestique	X	X	1	1	2	2	2	0	1	1	2	1	1	2	2	18	69
		Viol	X	X	2	2	2	2	2	0	1	1	2	1	1	1	2	19	73
		Viol commis sur mineur	X	X	2	2	2	2	2	1	1	0	2	1	1	1	2	19	73
		Harcèlement sexuel	X	X	2	2	2	1	2	1	1	1	2	1	1	1	2	19	73
		Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants	2	1	0	1	2	2	2	2	2	0	2	1	2	2	2	23	77
		Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Pouvoir économique – possibilités		Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 2000	2	1	2	0	0	0	1	1	1	1		0	0	0	0	0	9	30
	Santé – Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	VIH/sida	X	X	2	2	2	2	2	1	1	2		2	2	2	2	2	24	92
		Mortalité maternelle	X	X	1	2	2	2	2	1	1	2		2	1	1	1	2	20	77
		Planification de la famille	X	X	0	1	2	2	2	1	1	2		2	2	2	2	2	21	81
		Avortements sans risques	X	X	1	0	0	0	1	1	1	1		1	1	1	1	1	10	38
	Éducation	Politiques visant prévenir les décrochages scolaires des filles et à protéger celles-ci	X	X	2	2	2	2	2	2	2	1		2	2	1	1	2	23	88
		Éducation aux droits humains et droits des femmes	X	X	2	2	2	1	2	1	1	2		2	2	1	1	2	21	81
Pouvoir économique – possibilités	Emploi	Convention n°100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération, 1951	2	0	2	0	0	0	1	0	1	0		1	1	0	1	0	9	30
		Convention n°111 de l'OIT concernant la discrimination, 1958	2	0	2	0	0	0	1	0	1	0		0	1	0	1	0	8	27
		Convention n°183 de l'OIT sur la protection de la maternité, 2000	2	0	2	0	0	0	1	0	1	0		0	1	0	1	0	8	27
	Développement durable (article 19 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, 2003)	Intégrer la problématique hommes-femmes aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté pour que les dimensions sexospécifiques de la pauvreté soient prises en compte	X	X	X	2	2	2	2	2	1	1		1	1	2	1	2	19	79
		Accès aux services de vulgarisation agricole	X	X	X	1	1	0	2	0	2	0		0	0	0	1	0	7	29
		Accès à la terre	X	X	X	1	0	0	2	0	1	0		0	0	0	0	0	4	17
	Document cadre du NEPAD, 2001	Accès à la technologie	X	X	1	2	1	1	1	1	1	2		0	1	0	1	0	12	46
Pouvoir politique - participation	Paix et sécurité	Résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1820, 1888 et 1889 sur les femmes, la paix et la sécurité	X	X	2	2	2	1	2	1	1	1		2	1	0	1	2	18	69
	Participation aux prises de décisions	Participation des femmes à la gouvernance traditionnelle	X	X	1	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	1	3

	Politiques	Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans tous les départements	X	X	2	2	2	2	2	2	1	2		2	1	1	2	2	23	88	
		Soutien aux quotas pour les femmes et à la discrimination positive	X	X	2	2	1	2	2	1	2	2		2	2	2	2	2	24	92	
Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique																				53 6	58

Source: CEA, AGDI II Report, 2012.

Notes: X = sans objet

Signification des abréviations utilisées dans le tableau : CEDAW : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; NEPAD : Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ; OIT : Organisation internationale du Travail.

VI. Difficultés et risques du processus relatif à l'IDISA

17. Tandis que le TBPFA rend compte d'aspects qualitatifs des résultats des politiques d'égalité des sexes au Kenya, l'Indice de la condition féminine au Malawi évalue si les femmes ont les mêmes chances que les hommes de se procurer des revenus, d'accéder aux ressources, de s'instruire, de vivre longtemps et d'obtenir des postes de pouvoir. L'IDISA vise à surmonter les difficultés de l'établissement de rapports, du suivi et de l'évaluation et de la planification, ainsi que du renforcement des mécanismes institutionnels relatifs aux engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Cependant, la mise en œuvre du processus est en soi truffée de problèmes techniques, méthodologiques, de problèmes liés à la collecte de données et à l'appropriation. Pour donner des exemples des difficultés relatives aux données, la disponibilité, la ventilation par sexe lors de la collecte, la ponctualité et la fréquence des recensements et enquêtes constituent les plus importantes difficultés. Cela retarde le processus et freine les évaluations par les pays de l'IDISA dans le temps.

18. Les difficultés de financement empêchent également une mise en œuvre rapide du processus. Dans les précédentes phases de mise en œuvre de l'Indicateur, les pays des premier et deuxième groupes ont signalé leur besoin d'un financement continu pour pouvoir mener à bien le processus régulièrement. Ce point a clairement été mis en avant dans le rapport national sur l'IDISA de la République démocratique du Congo, où la part du budget allouée au Ministère du genre était de 0,06 % du budget national total. De plus, beaucoup de pays sont encore exclusivement tributaires de sources extérieures pour financer les politiques d'égalité des sexes. En République démocratique du Congo, tous les projets et programmes apparaissaient comme dépendant de ressources des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

19. Ces risques sont encore aggravés par les questions d'appropriation et d'adhésion, qui encouragent ou découragent les États membres à lancer ou poursuivre le processus relatif à l'IDISA. Sans adhésion suffisante des parties prenantes au niveau national, la possibilité d'obtenir un indicateur fiable permettant des analyses et comparaisons entre pays, sous-régionales et mondiales est compromise. En outre, la validation au niveau national, qui exige la présence de toutes les parties prenante pour examiner l'IDISA d'un pays, rend non seulement la démarche originale et crédible, mais aussi plus incertaine en raison du recul de la date de publication. Par conséquent, il faut trouver des moyens efficaces de simplifier la validation au niveau national.

VII. L'IDISA : un instrument de planification et de suivi pour l'Afrique

20. L'analyse présentée dans la cinquième partie montre que l'Indice de la condition féminine et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique se renforcent mutuellement, puisque les politiques appliquées par les États influent beaucoup sur l'accès à différentes possibilités. En utilisant l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique pour mesurer le degré d'égalité entre les sexes dans les États membres (dans les pays des premier et deuxième groupes), l'outil s'est révélé utile pour orienter les plans nationaux de développement et stratégies de croissance afin qu'ils soient inclusifs, favorables aux pauvres et soucieux de l'égalité entre hommes et femmes. Par exemple, la Zambie a dit avoir utilisé l'IDISA pour orienter sa stratégie nationale de suivi et d'évaluation, tandis que le Malawi et l'Afrique du Sud ont dit avoir utilisé l'outil pour une analyse plus approfondie de leurs initiatives nationales de planification. Pendant cette troisième phase, l'accent est mis sur l'intérêt d'une

planification soucieuse de l'égalité des sexes pour faire en sorte que les besoins stratégiques de tous les citoyens africains, en particulier les femmes et les jeunes, soient pris en compte au moment de définir les priorités socioéconomiques à long terme. Le processus relatif à l'IDISA a été élargi pour permettre que des partenariats étroits soient noués, en particulier entre les ministères des affaires féminines, d'une part, et les autres ministères d'exécution, les bureaux de planification économique et les bureaux centraux de statistiques, d'autre part, dans le but de mener la collecte de données pour l'Indicateur. L'objectif est de faciliter la collecte de données de qualité et de plaider pour des mesures énergiques afin d'améliorer la production de statistiques de genre. De plus, le processus relatif à l'Indicateur vise à renforcer les cadres de suivi et d'évaluation soucieux de l'égalité des sexes et les processus de planification qui intègrent la problématique hommes-femmes dans tous les cycles de planification du développement. À terme, le processus relatif à l'IDISA permettra d'avoir des mécanismes solides de planification et des évaluations comparatives soucieuses de l'égalité des sexes pour la réalisation des objectifs de développement durable et la mise en œuvre effective du Programme d'action de Beijing dans les années à venir.

VIII. Résultats de l'IDISA, action politique et voie à suivre

21. L'IDISA est mis en œuvre par étape selon un processus global qui garantit la participation au niveau national de différentes parties prenantes afin d'assurer leur adhésion au projet. Il ressort de l'analyse des première et deuxième phases que les pays exécutent leurs engagements internationaux et régionaux en faveur de l'égalité des sexes et les incluent dans leurs priorités nationales de développement, bien que trop lentement. Le rapport de synthèse régional sur l'IDISA de 2012 évoque également une révolution silencieuse vers l'autonomisation des femmes, en particulier au niveau de l'enseignement élémentaire. Cette révolution est cependant entravée par l'insuffisance de mesures concrètes pour financer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Même dans les pays où la part du produit intérieur brut consacrée aux programmes d'autonomisation des femmes était plus importante, les institutions budgétaires n'ont donné aucune indication sur la manière de tenir systématiquement compte de l'égalité des sexes lors de l'élaboration du budget, tant au niveau national qu'au niveau local. Cela bride sérieusement les efforts et la volonté des pays, mettant ainsi en péril la viabilité et la cohérence d'ensemble des politiques de développement.

22. Dans l'ensemble, les résultats suggèrent un progrès inégal sur la question du pouvoir politique et de la participation des femmes africaines, certains pays affichant un grand nombre de femmes dans des secteurs précis et un petit nombre dans d'autres domaines de la prise de décisions. Malgré la diversité observée entre les pays participant au processus relatif à l'IDISA, les résultats montrent l'existence d'un écart entre les sexes sur la décennie passée, le volet politique de l'Indice de la condition féminine obtenant un score moyen de 0,27. C'est là le signe du pouvoir limité des femmes et des maigres résultats obtenus par le continent dans sa tentative de promouvoir la participation politique des femmes. Le continent connaît un recul systématique du nombre de femmes occupant des postes politiques, particulièrement dans les parlements nouvellement élus – un élément indicateur de raisons plus profondes, comme le retour de flamme, qui minent la capacité des femmes de diriger. Il est clairement nécessaire de renforcer les cadres institutionnels, structurels, législatifs et politiques pour garantir une démocratie durable, inclusive et participative en associant à la prise de décisions des femmes représentantes en nombre égal à leurs homologues masculins.

23. Les résultats signalent également les diverses stratégies innovantes par lesquelles les pays participant au processus de l'IDISA appliquaient les

résolutions du Conseil de sécurité pour promouvoir le rôle des femmes dans les initiatives de consolidation de la paix et de sécurité ; dans certains de ces pays, des femmes ont été nommées à des postes de haut niveau et influents dans un secteur précédemment dominé par les hommes. Les progrès se font lentement, cependant, concernant l'institutionnalisation de quotas et autres stratégies de discrimination positive pour assurer la présence de femmes à des postes où elles étaient auparavant désavantagées.

24. Au vu des difficultés examinées, on peut avancer qu'il faut mettre davantage l'accent, aux plus hauts niveaux politiques en Afrique, sur les politiques qui favorisent l'autonomisation économique des femmes, leur accès à des opportunités et leur participation aux prises de décisions. De plus, un appui technique est nécessaire pour rendre les instruments juridiques conformes aux quotas et à la discrimination positive en faveur des femmes dans tous les secteurs du développement, tout en renforçant les capacités des femmes sur le long terme en vue de la réalisation de la pleine égalité et de l'autonomisation des femmes. Compte tenu de certains des problèmes mis en évidence, une panoplie de mesures politiques est nécessaire pour éliminer les disparités entre hommes et femmes, en donnant aux femmes africaines des possibilités et en améliorant leur participation. Les mesures nécessaires sont, entre autres, les suivantes :

- Il est nécessaire que l'éducation soit reconnue comme un droit humain dans tous les cadres juridiques et politiques pertinents et il faut accélérer l'éradication de pratiques traditionnelles ou culturelles néfastes qui empêchent l'accès à l'instruction pour les filles comme les garçons.
- Il faut que les États africains revoient les lois existantes et promulguent des lois qui favorisent l'égalité des hommes et des femmes dans l'accès et le contrôle des ressources productives, en particulier qui promeuvent la répartition équitable des terres, du logement, du bétail, et de l'accès aux facilités de crédit.
- Il faut renouveler et renforcer le plaidoyer auprès des États pour qu'ils accordent un degré de priorité élevé à l'application des instruments internationaux et régionaux qui promeuvent les droits des femmes.

25. Pour la suite, le Centre africain pour le genre vise à lancer l'IDISA dans les 15 pays du quatrième et dernier groupe en 2016. Les pays concernés sont l'Algérie, l'Angola, les Comores, l'Érythrée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Lesotho, la Libye, Maurice, la Mauritanie, la République centrafricaine, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et le Tchad. Une fois que tous les pays auront commencé des études sur l'Indicateur, avec l'appui de la CEA, il est prévu qu'ils actualisent leur rapport tous les trois ans pour s'assurer qu'ils cernent les tendances émergentes.

IX. Conclusions

26. Malgré les grandes avancées réalisées par les États membres africains, les inégalités entre hommes et femmes persistent dans les sphères économique et politique, et se voient renforcées par des normes sociales et culturelles néfastes, ce qui entache les gains économiques obtenus ces dix dernières années. Il est fondamental de transformer les stéréotypes négatifs et d'éliminer les inégalités qui perdurent pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063, en utilisant l'IDISA comme le principal instrument de suivi de la condition féminine en Afrique. Dans cette perspective, la troisième phase de mise en œuvre de l'IDISA offre aux États membres l'occasion d'appliquer un indicateur global, fiable et multidimensionnel aux fins de la planification du développement, qui a bénéficié des enseignements tirés des précédentes phases de mise en œuvre. Dans le contexte des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063,

c'est sous la bannière d'engagements renouvelés pour accélérer la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes que le troisième rapport sur l'IDISA sera lancé.